



LES COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016

de la **POLYNÉSIE FRANÇAISE**

N° 1 - JUILLET 2017

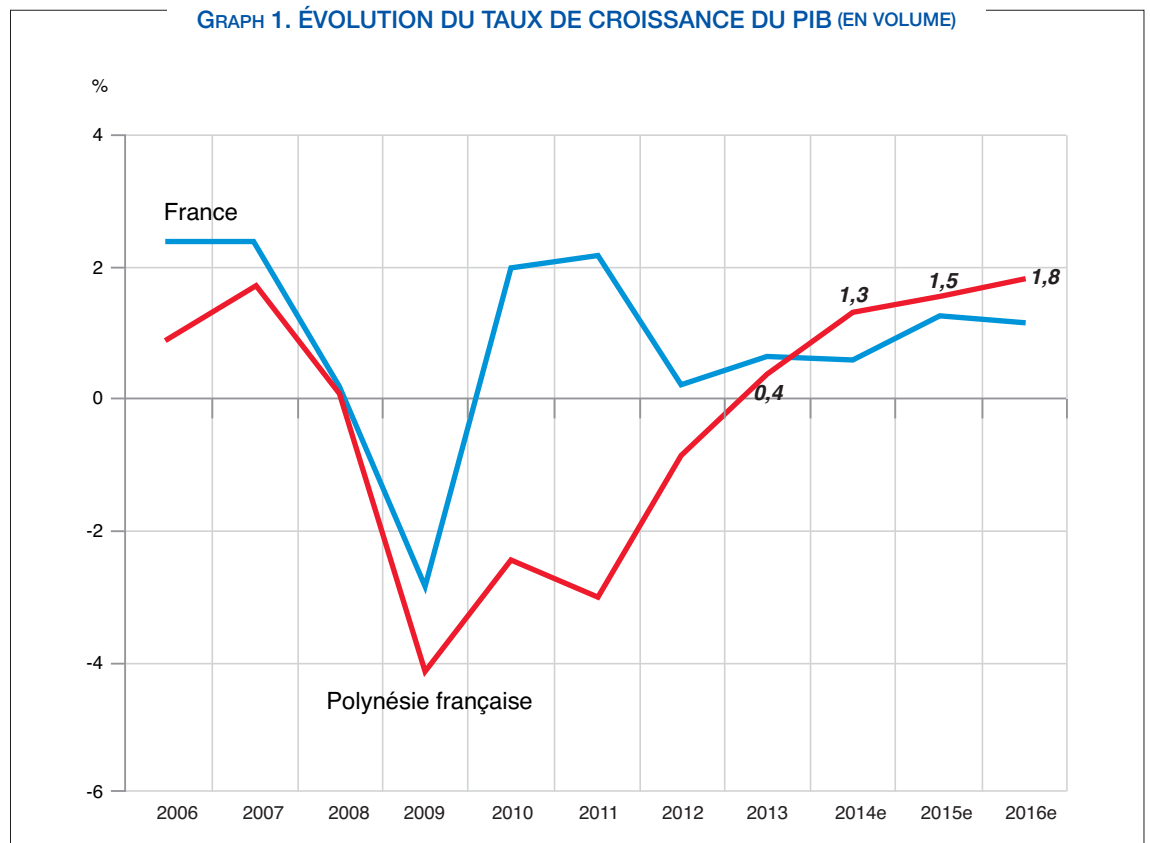
En 2016, consommation des ménages et activités touristiques, principaux moteurs de la croissance

En 2016, la reprise de l'activité, observée depuis 2014, se consolide. Le Produit Intérieur Brut (PIB) progresse de 1,8 % en volume après 1,5 % en 2015 (*Graph 1*). La consommation des ménages, soutenue par les gains de pouvoir d'achat, en est le principal moteur ; elle progresse de 1,3 % en volume. Le commerce extérieur, soutenu par le tourisme, est le deuxième contributeur et progresse de 4,3 % en volume.

L'investissement privé progresse de 0,8 % en volume, ce qui compense la baisse de l'investissement des administrations (- 2,8 % en volume). Au total, l'investissement est stable et ne contribue pas à la croissance.

Cette croissance économique s'accompagne de la reprise de l'emploi.

GRAPH 1. ÉVOLUTION DU TAUX DE CROISSANCE DU PIB (EN VOLUME)



Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES, ISPF, INSEE



La consommation finale et les exportations soutiennent la croissance

Le PIB de la Polynésie française progresse de 1,8 % en volume en 2016, soit une hausse de 10 milliards de F.CFP. Il atteint 579 milliards de F.CFP au prix de 2015 (Tableau 1). La croissance, positive depuis 2013, augmente progressivement.

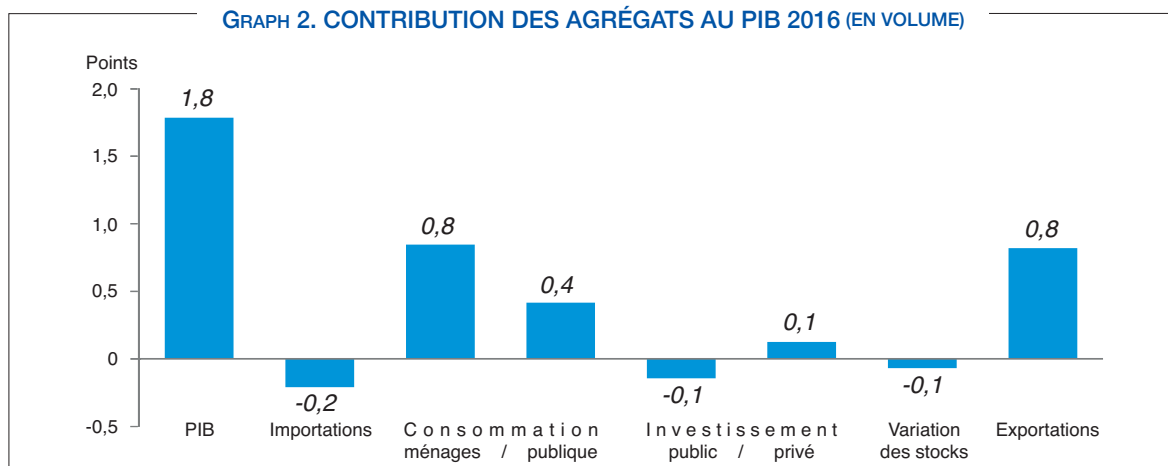
TAB 1. LES PRINCIPAUX AGRÉGATS ET LEUR ÉVOLUTION

	Année		Variation 2016/2015		
	2015e	2016e	Valeur	Prix	Volume
Unité :	milliards de F.CFP 2015		%	%	%
Produit intérieur brut	569	579	2,8	1,0	1,8
Consommation des ménages	372	377	0,8	- 0,5	1,3
Consommation publique	178	181	1,4	0,1	1,3
Investissement public	29	28	- 3,5	- 0,7	- 2,8
Investissement privé et variations de stocks	88	89	0,7	0,3	0,4
Importations de biens et de services	207	208	- 1,4	- 1,9	0,6
Exportations de biens et de services	108	113	7,4	3,0	4,3

Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

Les deux principaux contributeurs à la croissance (Graph 2) sont d'une part, la consommation finale privée et publique et d'autre part, les exportations de biens et de services. Ils contribuent respectivement pour 1,2 point et 0,8 point à la croissance. La reprise de l'activité se retrouve dans les importations qui progressent de 0,6 % en volume. Les investissements restent stables. La légère progression des investissements privés (entreprises et ménages) compense la contraction des investissements publics (- 2,8 % en volume).

GRAPH 2. CONTRIBUTION DES AGRÉGATS AU PIB 2016 (EN VOLUME)



Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

La consommation des ménages profite de la hausse des revenus et de la baisse des prix

La consommation finale totale est constituée de la consommation des ménages et de la consommation publique (dépenses de fonctionnement et consommation de capital fixe)¹ (Graph 3).

La consommation des ménages correspond aux deux tiers du PIB (377 milliards de F.CFP au prix de 2015) et progresse pour la quatrième année consécutive. En 2016, elle est le premier contributeur à la croissance (+ 0,8 point). Les importations de biens de consommation augmentent, traduisant cette hausse de la demande des ménages. Les ventes de voitures particulières progressent notamment de 20 % en 2016 (+ 553 immatriculations).

Les gains de pouvoir d'achat expliquent la hausse de la consommation des ménages. Ces gains découlent de la hausse des revenus du travail : la masse salariale et l'excédent brut d'exploitation des entreprises individuelles progressent de concert, ceci dans un contexte de prix favorable (- 0,5 % en moyenne annuelle de l'indice des prix à la consommation).

La masse salariale a augmenté dans l'activité de l'hôtellerie restauration (+ 0,4 %) qui bénéficie d'une fréquentation touristique en hausse. La masse salariale progresse aussi dans l'industrie agroalimentaire (+ 0,4 %), et le commerce (+ 0,8 %) en lien avec l'augmentation de la consommation des ménages. Dans la

¹ : CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE DES ADMINISTRATIONS : dépréciation subie par le capital fixe des Administrations (leurs investissements passés) au cours de la période considérée par suite d'usure normale et d'obsolescence prévisible.

construction, la masse salariale augmente de 0,7 % grâce aux travaux réalisés, principalement routiers. L'allègement des restrictions budgétaires favorise la progression de la masse salariale de la fonction publique, essentiellement dans l'éducation (+ 3 %) et l'administration (+ 3 %).

TAB 2. COMPTES DES MÉNAGES SIMPLIFIÉS (ESTIMATION EN VALEUR)

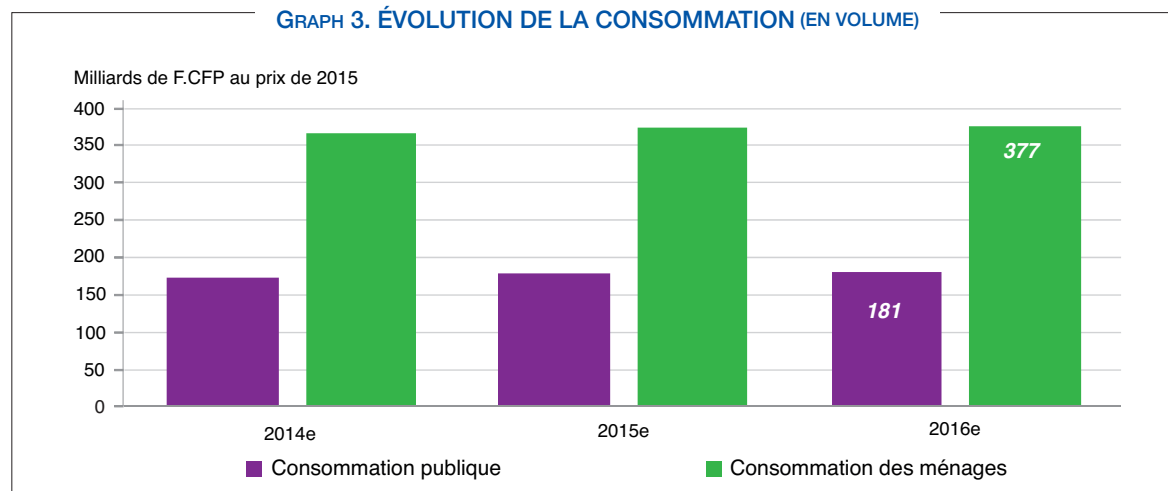
Ménages revenus consommation	Année		Variation 2016/2015
	2015e	2016e	
<i>Unité :</i>	<i>milliards de F.CFP</i>		<i>%</i>
Excédent brut d'exploitation	103	105	2,2
Salaires	256	260	1,4
Autres revenus	64	65	0,6
Prestations sociales	55	56	1,8
Impôts	17	18	3,6
Revenu disponible	462	468	1,4
Taux d'épargne	19 %	20 %	0,5

Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

En 2016, la consommation publique atteint 181 milliards de F.CFP au prix de 2015. Elle croît de 1,3 % en volume et contribue pour 0,4 point à la croissance. La masse salariale publique constitue sa principale composante (71 %). La consommation publique comprend aussi la valeur des biens et services produits par l'État, le Pays, les communes et les autres administrations publiques.

Entre 2008 et 2014, les dépenses de consommation publique se sont contractées ; stables en 2015, elles progressent en 2016, du fait de la hausse de la masse salariale publique liée à l'accroissement des effectifs salariés.

GRAPH 3. ÉVOLUTION DE LA CONSOMMATION (EN VOLUME)



Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

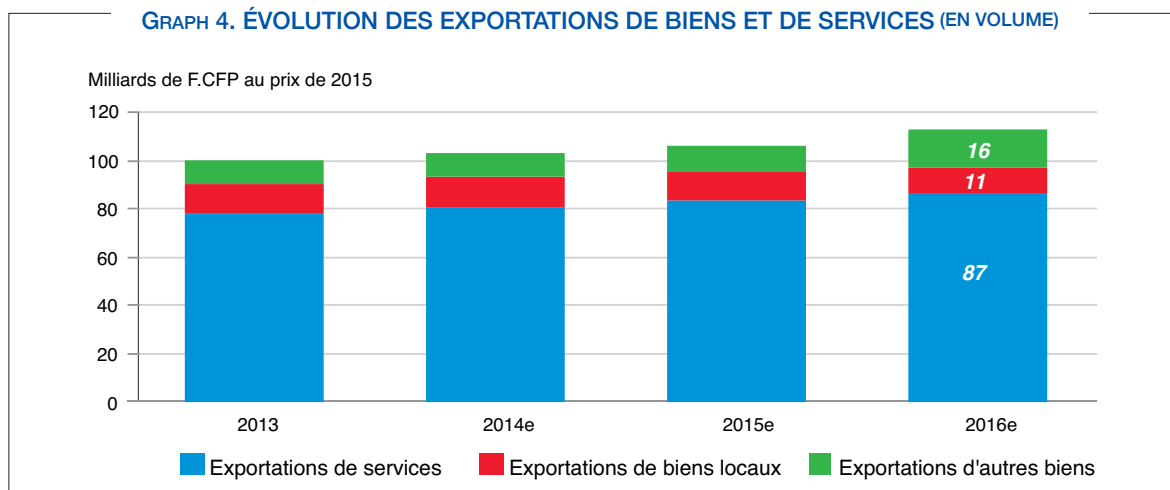
Le commerce extérieur soutient la croissance

Les exportations de biens et de services progressent fortement (+ 5 milliards de F.CFP au prix de 2015) et atteignent 113 milliards de F.CFP (Graph 4), contribuant de 0,8 point à la croissance. La hausse des exportations de services qui regroupent principalement les dépenses des touristes internationaux (80 % du total) compense la baisse des exportations des produits locaux (noni, perles, poissons,...).

Les importations de biens et de services augmentent en volume en lien avec la hausse de la demande intérieure et s'élèvent à 208 milliards de F.CFP au prix de 2015. Les importations sont des achats faits à l'extérieur du territoire et sont donc comptabilisées négativement. En 2016, elles contribuent négativement à la croissance pour 0,2 point. Au total, le commerce extérieur soutient l'activité (+ 0,6 point).



GRAPH 4. ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES (EN VOLUME)



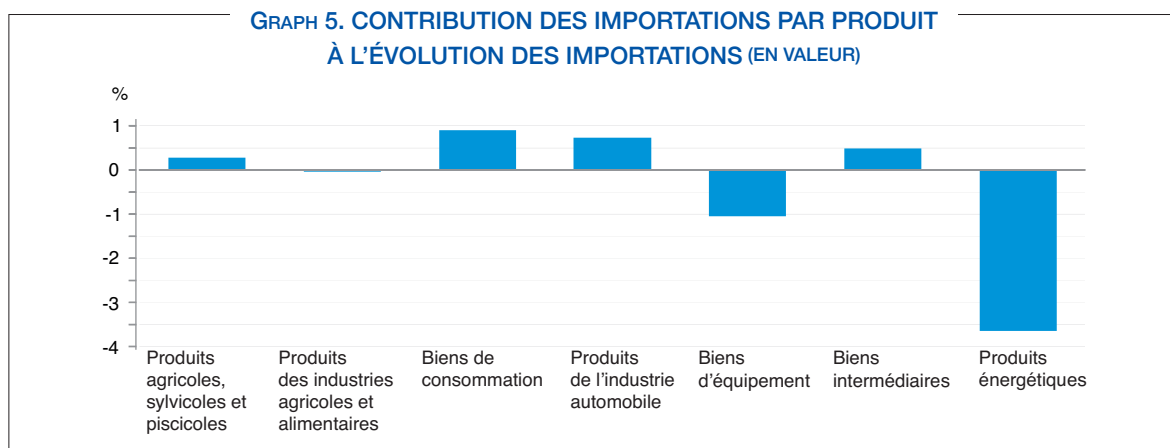
Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

La balance commerciale polynésienne, calculée en valeur comme la différence entre les exportations et les importations, est structurellement déficitaire. En effet, le taux de couverture polynésien (ratio des exportations sur les importations) reste très inférieur à l'unité. Ceci traduit la dépendance de la Polynésie française vis-à-vis de l'extérieur ; la production locale ne suffit pas pour satisfaire la consommation intérieure privée. Le taux d'ouverture qui permet de connaître la place que tient le reste du monde dans l'économie de la Polynésie française est de 56 % contre 44 % pour la France. Il se mesure par la moyenne des importations et des exportations rapportée au PIB.

L'activité touristique constitue le second moteur de la croissance en 2016 derrière la consommation des ménages. La fréquentation touristique atteint 192 500 touristes et progresse de 5 % en un an. Les deux principaux secteurs liés à l'activité touristique, le transport et l'hôtellerie-restauration, bénéficient de cette hausse : leurs chiffres d'affaires augmentent chacun de 7 %. Cependant, les exportations de biens locaux tels que les poissons, le noni et les perles sont en diminution ; seules les exportations de vanille progressent.

En 2016, des réexportations exceptionnelles de deux biens d'équipements, un bateau et un avion d'une valeur cumulée de 5 milliards de F.CFP, contribuent également à la hausse des exportations totales. Les importations de biens et de services progressent de 0,6 % en volume. Les importations de produits pétroliers augmentent également en volume de 1,2 % mais diminuent fortement en valeur (24 %). Cette baisse est provoquée par la chute des prix des hydrocarbures (- 25 %) et induit une baisse en valeur des importations de biens et services de 1,4 % (Graph 5).

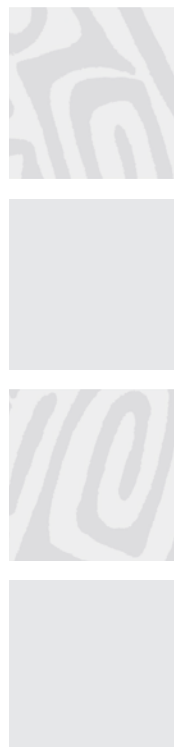
GRAPH 5. CONTRIBUTION DES IMPORTATIONS PAR PRODUIT À L'ÉVOLUTION DES IMPORTATIONS (EN VALEUR)



Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

LE NIVEAU DES INVESTISSEMENTS RESTE STABLE EN 2016

En 2016, l'investissement privé, constitué des achats d'équipements pour les entreprises et dépenses en logement pour les particuliers, progresse de 0,8 % en volume. L'investissement public, constitué principalement des acquisitions en matériels et ouvrages de Bâtiment et de Travaux Publics, se contracte de 2,8 % en volume. Ainsi, après trois années de hausse, les investissements en Polynésie française se stabilisent (- 0,1 %) (Graph 6).



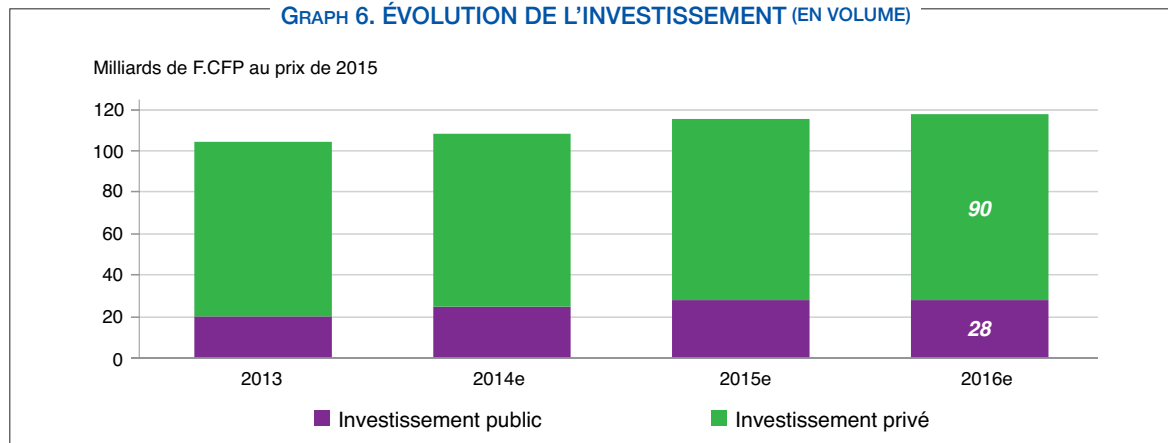
INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



L'investissement privé contribue pour 0,1 point à la croissance. Il progresse de manière continue depuis 2012. L'évolution des encours de crédits à l'équipement (+ 14,7 %) et des crédits à l'habitat (+ 2,4 %) soulignent cette progression. Le montant de l'investissement privé s'élève à 90 milliards de F.CFP au prix de 2015 (+ 0,8 % en volume), dont 63 milliards pour les entreprises (+ 2,3 % en volume) et 27 milliards (4,6 % en volume) pour les ménages.

L'investissement public se stabilise à un niveau faible (28 milliards de F.CFP) comparé à 2007 (37 milliards de F.CFP). Il ne soutient plus la croissance et y contribue négativement de 0,1 point. Avec la fin des grands travaux (tunnel de Punaauia, prison de Papeari), l'investissement public ne progresse plus. Le montant total investi par les administrations publiques (État, Pays, communes) est en baisse d'un milliard par rapport à 2015. Le chiffre d'affaires du secteur de la construction diminue de 3 %.

GRAPH 6. ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT (EN VOLUME)



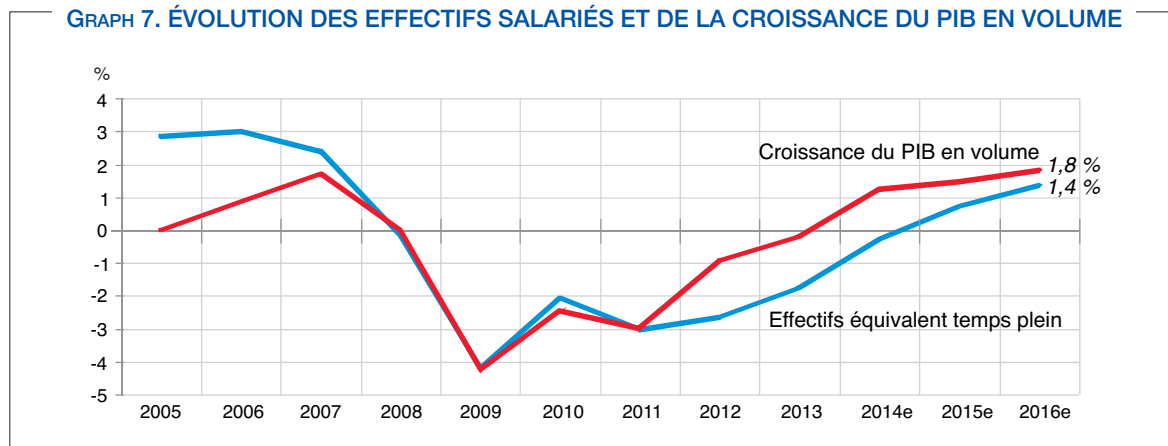
Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM

L'amélioration de l'activité reste insuffisante pour diminuer le nombre de chômeurs

Pour la première fois depuis 2009, les effectifs salariés annuels moyens augmentent (+ 0,9 %) de même que les salaires moyens (+ 0,5 %). Au total la masse salariale progresse de 1,4 % en valeur (Graph 7).

Cependant, l'augmentation de l'emploi salarié (800 postes salariés annuels supplémentaires en 2016) reste encore insuffisante pour juguler la hausse du nombre de demandeurs d'emploi. Entre 2007 et 2012, il aurait fallu créer plus de 1 300 postes en moyenne annuelle pour couvrir le besoin sur le marché du travail (1 900 jeunes entrent sur le marché du travail pour 600 départs à la retraite).

GRAPH 7. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS ET DE LA CROISSANCE DU PIB EN VOLUME



Sources : COMPTES ÉCONOMIQUES RAPIDES 2016, ISPF, CEROM



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



MÉTHODOLOGIE

Les premiers résultats issus des comptes rapides

L'année 2014 marque la réalisation d'un premier compte économique rapide en Polynésie française. Ce compte économique rapide est produit par l'ISPF dans le cadre du projet CEROM en partenariat avec l'AFD, et l'IEOM. Il repose sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année précédente. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif mais d'une estimation précoce. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données 2014 sera collectée. L'évolution du PIB réel (en volume) élimine de la croissance du PIB nominal (en valeur) ce qui est dû à l'inflation. Le PIB réel a l'avantage de montrer les variations à la hausse et à la baisse dans le volume (les quantités) de la production de biens et de services. En effet en observant uniquement le PIB en valeur (ou nominal), on ne peut déterminer si la hausse de cet indicateur provient d'une hausse des prix, d'une hausse de la production ou dans quelles proportions ces deux variations se combinent.

Les comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie polynésienne.

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économétrique, de type keynésien, modèle dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année à partir d'hypothèses d'évolution de l'offre et de la demande de biens et services. En Polynésie française, ce modèle est construit avec 19 branches et 20 produits. Le modèle est basé sur le TRE 2013 (Tableau des Ressources Emplois) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. En conséquence, le modèle reproduit de façon mécanique la structure comptable déterminée par le passé. La projection du compte se fait selon la méthode de Léontieff, fondée sur les interactions entre branches et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation. Le modèle intègre peu de relations de comportement des agents et ne peut donc pas être utilisé pour simuler l'impact de changements dans ces comportements.

Le revenu brut des entreprises individuelles (RBEI), en comptabilité nationale, est une composante du revenu des ménages ; il s'agit du solde du résultat d'exploitation pour les entreprises individuelles. C'est l'analogue des revenus salariaux que reçoivent les salariés des entreprises non-individuelles. Le RBEI contient deux éléments indissociables : la rémunération du travail effectué par le propriétaire de l'entreprise, et éventuellement les membres de sa famille, et son profit en tant que chef d'entreprise.

Les publications du CEROM - Polynésie française

- L'ÉCONOMIE POLYNÉSIE NNE POST C.E.P. une dépendance difficile à surmonter 1995 - 2003. décembre 2007
- Comparaison des prix entre la Polynésie française et la France métropolitaine en mars 2010. octobre 2010
- Tableaux de bord CEROM - Polynésie française, mensuels
- Comptes économiques rapides de la Polynésie française, 2014, N° 1 - juillet 2015. « une légère reprise »
- Comptes économiques rapides de la Polynésie française, 2015, N° 2 - juillet 2016. « La demande intérieure privée, moteur de la croissance »
- L'économie bleue en Polynésie française, août 2016. « Un atout et des opportunités de croissance »

Pour en savoir plus :

- www.cerom-outremer.fr
- www.afd.fr
- www.ieom.fr
- www.ispf.pf



Institut de la Statistique de la Polynésie française
• BP 395 - 98713 PAPEETE • Tél. : 40 47 34 34 • Fax : 40 42 72 52 • Courriel : ispf@ispf.pf
• DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Fabien BREUILH
• AUTEURS DE LA PUBLICATION : Coralie LAM, Julien VUCHER-VISIN
Dépôt légal : Août 2017 • ISSN 0293-2547 • © ISPF

